

Val de Briey, le 17 novembre 2023,

BRIEY  
20 / 11 / 2023

ANNULATION

Centre Hospitalier Maillot  
Madame la Directrice Déléguée  
31 avenue Albert de BRIEY  
BRIEY  
54150 VAL DE BRIEY

Service de l'ingénierie publique  
N° 51/2023 AZ/SF  
Dossier suivi par M. ZMYSLOWSKI  
Tél. : 03-82-47-16-37  
Objet : Annulation CSA du 09/11/2023 Centre Hospitalier Maillot

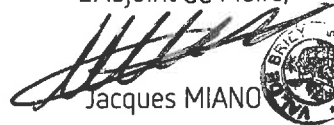
Madame la Directrice Déléguée,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'extrait du procès-verbal de la commission de sécurité du 09 novembre 2023.

Restant à votre entière disposition,

Je vous prie de croire, Madame la Directrice Déléguée, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

L'Adjoint au Maire,



Jacques MIANO



Mairie de Val de Briey  
1, place de l'Hôtel-de-Ville  
54150 VAL DE BRIEY  
Tél. : 03 82 47 16 00  
[www.valdebriey.fr](http://www.valdebriey.fr)





**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SERVICE DEPARTEMENTAL  
d'INCENDIE et de SECOURS  
de MEURTHE-&-MOSELLE**

**Essey-lès-Nancy, le 9 novembre 2023**

N°dossier SDIS : 277

Affaire suivie par : CNE PETREMENT Yannick

☎ : 03 82 46 86 80

[prevention@sdis54.fr](mailto:prevention@sdis54.fr)

**COMMISSION de SÉCURITÉ  
de l'Arrondissement de  
BRIEY**

**EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL  
—°O°—  
visite périodique**

**CENTRE HOSPITALIER MAILLOT**  
31, avenue Albert de Briey  
**54150 VAL DE BRIEY**

L'établissement est classé en type «U» de 2<sup>ème</sup> catégorie, avec activité secondaire de type «R» pour un effectif de public de **1352** personnes.

La périodicité de visite de cet établissement est de **1** ans.

*Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.*

*A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.*

*Le contrôle exercé par l'administration ou par des commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (Article R 143-34).*

N°dossier SDIS : 277

## **PRESCRIPTIONS**

- 1°) **Poursuivre la tenue à jour un registre de sécurité** en y reportant les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier : **(Articles R 143-3 et R 143-44 du Code de Construction et de l'habitation)**
- Les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie,
  - Les divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu, datés et émargés du technicien chargé de la remise en état,
  - Les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux,
  - La réalisation des exercices d'évacuation ou de transfert des malades,
  - La formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours.
- 2°) **Procéder aux contrôles périodiques de toutes les installations et équipements (article R. 143-34 du CCH) et remédier aux observations édictées dans les rapports de vérifications des installations et équipements techniques suivants (articles R.143-3 du Code de la construction et de l'habitation) et transmettre les attestations de levée de ces observations à la mairie :**
- Lever les dernières observations suite au contrôle des installations électriques **(article EL18)**.
  - Poursuivre la campagne de changement des portes coupe-feu vieillissantes **(articles U8, CO53)**.
  - Procéder au remplacement des 20 extincteurs **(article MS 38)**.
  - Lever les observations liées au SSI **(article MS 68)**.
- 3°) **Former le personnel** et maintenir à jour un état nominatif des agents formés **(articles MS48 et U43)**.
- Il est rappelé que **tout le personnel de l'établissement** doit être mis en garde contre les dangers que présente un incendie dans cet établissement et il doit être informé par des consignes très précises afin de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades **(article U47)**.
- Des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie, doivent avoir lieu régulièrement **(article U47)**.
- Ces exercices et l'état du personnel formé doivent être précisés en annexe du registre de sécurité.
- Les responsables de ces formations devront particulièrement insister sur les particularités de l'établissement qui est non désenfumé et non recoupé réglementairement à ce jour.
- 4°) **Compte-tenu que le niveau de sécurité de ce type d'établissement repose notamment sur le transfert horizontal des malades vers une zone contiguë et protégée, reprendre les travaux de mise en sécurité de l'établissement et en particulier les bâtiments B et C afin de :**
- recouper les locaux à sommeil, quelque soit leur longueur, par une cloison coupe-feu de degré 1 heure de façon à constituer deux zones protégées conformément aux articles U10 et U20
  - désenfumer mécaniquement les circulations des niveaux comportant des locaux à sommeil conformément à l'article U26 **(article R143-41 du CCH)**.
  - rendre le degré coupe-feu de traversée des planchers des différentes gaines et conduits. **(articles CO24 §1 et CH10 du règlement du 23 mars 1965 modifié en vigueur lors du dépôt du permis de construire)**. Seul un clapet coupe-feu a été installé au droit du plancher haut en RdC du service des urgences sur le conduit d'air de grandes dimensions.
  - respecter intégralement les règles fixées par le règlement de sécurité en ce qui concerne les critères d'isolement coupe-feu (parois et portes y donnant accès) des locaux présentant des

risques particuliers d'incendie (ateliers, laboratoire principal, réserves, lingerie, locaux de stockage etc...) (**article U13**).

Transmettre un nouveau schéma directeur de mise en sécurité de l'établissement pour avis de la Sous-Commission Départementale de Sécurité (**article GE2**).  
[1er trimestre 2024]

- 5°) Maintenir en toutes circonstances l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie aux bâtiments de l'établissement - **Pour mémoire (articles CO2 et CO3)**.
- 6°) Assurer la présence permanente d'une équipe d'agents de sécurité constituée à minima de **deux** agents SSIAP1 et un agent SSIAP2 conformément à l'article MS 46§1 (**article R143-13 du CCH**).  
Assurer leur maintien des connaissances (**article 7 de l'arrêté du 02 mai 2005 modifié**).
- 7°) Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité d'arrondissement, via la Mairie, le RVRAT suite au changement des ascenseurs (**article GE9**) ainsi que le rapport de contrôle du paratonnerre (**articles EL18 et EL19**).
- 8°) Remédier aux observations liées au contrôle du désenfumage (**articles DF9 et DF10**) :
  - Changer les 2 moteurs de réarmement de clapets au sous-sol;
  - Faire effectuer l'entretien des systèmes d'ouverture des verrières en psychiatrie;
  - Entretenir les vérins d'un ouvrant en gynécologie.

#### **AVIS DE LA COMMISSION**

Suite à la visite **périodique** du **9 novembre 2023** à 16h00,

La commission émet un avis **DÉFAVORABLE** à la poursuite du fonctionnement de l'établissement, motivé par :

- Absence de recoupements des circulations
- Absence d'isolement entre les locaux et circulations
- Absence de désenfumage des locaux à sommeil
- Défaut de formation du personnel

Le Président de la commission,

  
**POUR LE SOUS-PREFET**  
**Par délégation**  
**LE SECRÉTAIRE GENERAL**  
**Brice SALLERIN**

N°dossier SDIS : 277

